

LA SERBIE

JOURNAL POLITIQUE HEBDOMADAIRE

Paraissant tous les Samedis

Rédacteur en chef : Dr Lazare MARCOVITCH, professeur à l'Université de Belgrade

RÉDACTION et ADMINISTRATION
8, rue du XXXI Décembre - Genève
Téléphone 14.05

ABONNEMENT } Suisse..... 6 fr. — par an
Autres pays. 9 fr. —

M. Balfour et la question yougoslave

Le discours remarquable prononcé par M. Balfour à l'assemblée inaugurale du Comité National Serbe (Yougoslave), représente une nouvelle étape dans l'évolution des conceptions britanniques. Par ce discours, M. Balfour est sorti en effet du cadre des formules générales, pour aborder plus directement le problème tchèque et le problème yougoslave. Pour un ministre responsable de la Grande-Bretagne, qui tient dans ses mains la direction politique de la guerre alliée, ce n'est pas une petite chose que de s'exprimer d'une façon définitive sur les questions qui sont, pour le public anglais, encore à mûrir. Si l'on tient aussi compte des qualités spéciales chez M. Balfour, de ses inclinations philosophiques, on ne trouvera pas ni ses paroles obscures, ni ses conclusions équivoques. Toute la construction de ses pensées conduit inévitablement à un seul résultat : la nécessité politique et morale pour l'Europe de procéder à l'affranchissement des peuples d'Autriche-Hongrie et à leur constitution en États libres et indépendants. Pour les Yougoslaves, le discours de M. Balfour signifie l'acceptation complète, par la Grande-Bretagne, du point de vue de la Serbie, l'approbation sans condition des aspirations générales de tous les Serbes, Croates et Slovènes et l'annonce, nous osons l'espérer, de promesses et d'engagements encore plus formels, encore plus prononcés.

Les principes directeurs contenus dans les quatre points lus par M. Wickham Steed, expriment tout notre programme. L'indépendance et l'union des Yougoslaves, c'est le point primordial des buts de guerre serbes. M. Balfour, en parlant de l'Autriche-Hongrie, a précisé les moments décisifs qui doivent déterminer les Alliés à résoudre la question de la Monarchie dualiste d'une façon radicale. C'est d'abord la domination brutale exercée par les Allemands et les Magyars sur des races slaves, domination obtenue jadis par des mariages, par des ruses et par la violence, mais incompatible avec les conceptions élémentaires de la civilisation moderne toute basée sur la liberté et l'indépendance. Cette situation, très précaire en elle-même, est encore aggravée du fait que l'Autriche-Hongrie s'est mise au service de l'Allemagne et de ses plans de domination mondiale. La Grande-Bretagne considère que la domination germanique doit être brisée en tout cas ; sans cela il n'y aura ni paix, ni liberté dans le monde. Quant à l'Autriche-Hongrie, M. Balfour déclare qu'à l'avenir l'esclavage polonais, tchécoslovaque et yougoslave doit prendre fin. Pour les Yougoslaves plus particulièrement, M. Balfour a terminé son discours en exprimant la foi que le ministre de Serbie verra, le jour de la paix, non seulement son pays restauré et indemnisé, mais aussi tous ses frères serbes, croates et slovènes affranchis et en pleine possession de la liberté et de l'indépendance. Cette déclaration aura un écho considérable et elle se répercutera d'oreille en oreille jusqu'à la dernière chaumière yougoslave.

La victoire alliée sur la Marne inaugure aujourd'hui une nouvelle phase dans la lutte pour les libertés du monde. L'heure de la délivrance du cauchemar germanique approche, et avec elle l'autre arme des Germains, la ruse, sera mise en action. Ce n'est pas sans raison que M. Wickham Steed a indiqué l'ignorance alliée comme quatrième facteur de la conservation de l'Autriche. C'est là-dessus que les Autrichiens et les Magyars basent leurs plus belles espérances. Le jour de la paix sera, selon l'opinion de M. Steed, le jour le plus dangereux de toute la guerre. L'ennemi, vaincu

par la force, cherchera à s'assurer par la ruse les possibilités d'un retour à ses plans primitifs. On ne reculera devant aucun moyen et l'on fera l'impossible pour empêcher la destruction complète et définitive des fondements de la puissance germanique. La question d'Autriche-Hongrie jouera le rôle principal et après elle et en connexion avec elle la question de la Bulgarie. Pour éviter ce danger, M. Steed recommande l'éducation du public et la formation d'une forte opinion publique éclairée qui serait à même d'empêcher toute politique contraire aux intérêts suprêmes de la nation. C'est sans doute le moyen le plus sûr et le plus efficace. Mais les événements se précipitent et les gouvernements eux-mêmes devraient se prémunir contre le danger des solutions ayant l'apparence de justice et servant de fait les intérêts allemands. Pour les Yougoslaves, il importe que le projet d'un Etat indépendant des Serbes, Croates et Slovènes, dans le sens de la déclaration de Corfou, se trouve inscrit dans le programme officiel et minimum des Alliés. Ce que M. Balfour a dit à la réunion du Comité National Serbe, c'est le présage, l'annonce des décisions prochaines encore plus concrètes, encore plus précises. La cause alliée ne peut qu'y gagner, et l'ennemi verra que l'autre arme lui réussit encore moins que l'épée.

L'hommage de l'Amérique à la Serbie

Le ministre Lansing a lancé, le 27 juillet, le manifeste suivant :

« Dimanche, le 28 juillet, tombe le 4^{me} anniversaire du jour où le peuple valeureux de Serbie, ne voulant pas se soumettre aux exigences préméditées et ignobles d'une agression savamment préparée, fut appelé aux armes pour défendre son territoire et ses foyers contre un ennemi qui cherchait à le détruire. Les Serbes répondirent noblement à l'appel et opposèrent une résistance acharnée à un pays dix fois plus grand par la population, et par ses ressources. Ce n'est qu'après avoir repoussé à trois reprises les Autrichiens, après que la Bulgarie et l'Allemagne fussent accourues au secours de l'Autriche, que les troupes serbes furent contraintes de se retirer en Albanie pendant que les territoires serbes étaient dévastés et les maisons pillées. Le moral du peuple serbe ne fut pas ébranlé, quoique le pays ait dû succomber sous le poids de forces supérieures. L'amour serbe de la liberté est resté immuable, l'agression brutale autrichienne a laissé inaltérée sa décision ferme de sacrifier tout pour la liberté et l'indépendance nationales.

« Le peuple des Etats-Unis, qui s'est consacré à cette grande cause qu'est le droit des peuples, le droit de toutes les nations petites et grandes de vivre leur propre vie et de choisir leur propre gouvernement et qui se souvient que les principes pour lesquels la Serbie a si noblement combattu et souffert sont ceux-là mêmes pour lesquels les Etats-Unis combattent aujourd'hui, le peuple des Etats-Unis entend manifester d'une façon digne, à l'occasion de cet anniversaire, sa chaude sympathie pour ce peuple opprimé qui a si héroïquement résisté aux efforts allemands pour dominer le monde. Le peuple des Etats-Unis doit montrer par cet acte qu'il n'oublie pas le peuple-frère de la grande race slave qui a été opprimé aujourd'hui par les peuples étrangers, attend son indépendance et son unité nationale.

« On ne saurait mieux manifester que par une célébration solennelle dans les églises. Le département d'Etat pense que le peuple des Etats-Unis de tous les cultes voudra bien se réunir dans les temples respectifs dimanche le 28 juillet, dans le but d'exprimer sa sympathie au peuple serbe opprimé comme à ses frères d'autres pays, et invoquer la bénédiction du Dieu tout-puissant sur eux et la cause à laquelle ils se sont consacrés. »

Le problème yougoslave vu par les diplomates autrichiens

Les questions des nationalités qui depuis quatre ans déjà agitent l'Europe entière ont commencé enfin à intéresser aussi la diplomatie autrichienne. Tandis que les publicistes, savants et hommes politiques de tous les pays, alliés et ennemis, s'appliquent à trouver une solution quelque peu acceptable des problèmes soulevés par la guerre, les diplomates austro-hongrois s'adonnent plutôt à un travail purement négatif. Au lieu de s'occuper du problème difficile des nationalités, ils le traitent comme inexistant, et « ne s'en font pas ». C'est ainsi que le comte Burian avait déclaré au correspondant du « Berliner Tageblatt » dans le numéro du 13 novembre 1917, que la question yougoslave n'existait pas réellement et qu'elle ne naîtrait qu'au moment où les Serbes, Croates et Slovènes renonceraient à leurs noms particuliers pour adopter le nom de Yougoslaves ! Jusque là, l'Autriche sera tranquille et s'appuyera sur l'épine dorsale allemande ! Le comte Burian est le ministre des affaires étrangères ; et son opinion est donc à prendre au sérieux.

Un autre diplomate austro-hongrois, le baron Macchio, ancien ambassadeur, professe des idées un peu avancées que son chef. Dans un article publié par la « Neue Freie Presse » du 29 juin dernier, M. Macchio reconnaît qu'il existe une question yougoslave, seulement le caractère réel de cette question ne lui est pas tout à fait clair. L'ancien ambassadeur austro-hongrois estime que les Serbes, Croates et Slovènes, malgré la différence de nom, chercheront

à s'unir et à se séparer un jour de la Monarchie. Il trouve cela horrible et ne veut pas l'admettre, même théoriquement. D'autre part M. Macchio se rend bien compte de la gravité du mouvement yougoslave, et pour l'enrayer, voici ce qu'il propose : Les Yougoslaves, écrit-il, ne peuvent pas être très différents des autres peuples. A eux s'applique également l'adage : ubi bene ibi patria. Le remède à tous les excès du nationalisme n'est donc pas difficile à trouver. Si l'Autriche entend repousser les exigences politiques yougoslaves, il lui faut se montrer accueillante à leurs besoins, à leurs nécessités d'amélioration économique. Construisons de nouvelles lignes de chemin de fer, bâtissons de nouveaux hôtels en Dalmatie, en Bosnie, régularisons les fleuves, développons l'agriculture, disons aux peuples slaves que nous les aimons et qu'ils n'ont aucun intérêt à s'occuper eux-mêmes de leurs territoires. Persuadons-les que c'est leur propre intérêt de rester sous le régime autrichien ou bien sous celui des Magyars, traitons-les aimablement, disons leur que l'Autriche existe pour eux et par eux, et qu'ils ne doivent pas s'enthousiasmer pour des plans fantastiques d'indépendance nationale.

M. Macchio recommande donc les moyens poétiques. La prose de Tisza, Czernin, Wekerlé et Seidler n'est pas à son goût. Seulement ce temps de guerre ne semble pas trop favorable à la poésie lyrique « der schkartierten Diplomaten ».

Le réquisitoire de Stransky contre l'Autriche

Les députés tchéco-slovaques au parlement autrichien ont exigé la mise en accusation du président du Conseil Seidler, pour violation de la Constitution par son ordonnance sur les arrondissements en Bohême. Dans la séance du 22 juillet, le député Stransky a prononcé un grand discours où il a exposé les motifs de l'accusation. Ce discours est une des attaques les plus violentes qui aient été jamais dirigées contre la Monarchie des Habsbourg.

« Je me rends parfaitement compte, a déclaré M. Stransky, qu'avec la présente motion nous ne pourrions obtenir de succès pratique, c'est-à-dire la condamnation de l'accusé. Mais nous nous préparons de prouver que dans cette écurie d'Augias qu'est l'Autriche nous ne sommes pas les responsables du régime, mais au contraire les victimes. Nous voulons démontrer au monde entier combien la domination étrangère allemande est devenue insupportable aux nations de la Monarchie, et comment on gouverne en Autriche à coups d'ordonnance et au mépris des lois. Nous savons très bien que la cause du peuple tchèque ne peut être plaidée devant un juge et encore moins devant un tribunal d'Etat. Le peuple tchèque saura trouver les moyens de s'aider lui-même. La juste cause du peuple tchèque, si injurié et si opprimé, est sortie depuis longtemps du cadre des compétences judiciaires. Notre motion poursuit un but double. Nous respectons l'honneur et la légalité, même dans un milieu qui ne comprend pas la nature de ces bienfaits de l'humanité. Nous voulons rester constitutionnels, même dans un parlement autrichien. Le second but de notre motion est de démasquer devant le monde entier la manière insupportable de la domination allemande. Nous portons accusation contre ce président du Conseil, représentant typique de l'Autriche allemande, dont l'existence seule signifie une prolongation de la guerre. Car un des principaux obstacles à la paix, c'est l'oppression des petites nations. Cette vérité fut soulignée par le président Wilson, qui l'a mise au premier plan de sa discussion de paix. Mais elle fut reconnue par le comte Burian lui-même, qui admit récemment la nécessité que l'Autriche-Hongrie se réformât.

Au lieu de cela, que fait Seidler ? Au lieu de tenter une réconciliation des peuples, il proclame « le régime allemand ». Il cherche à mettre le comble à la terreur allemande, régnant en Autriche de-

puis cinquante ans, en jetant maintenant les Tchèques comme des esclaves ligotés devant le moloch allemand !

La question de la délimitation des arrondissements en Bohême n'est pas nouvelle pour nous. Mais si les Allemands désiraient jadis arriver par de tels procédés à germaniser les Tchèques, les buts qu'ils se proposent de réaliser maintenant dépassent de beaucoup le désir antérieur de former un territoire purement allemand en Bohême. Les Allemands sont arrivés, au cours de la guerre, à la conviction que l'hégémonie allemande en Europe centrale et en Autriche touche à sa fin. Les Allemands voudraient maintenant conserver ce qu'ils ont obtenu auparavant clam et precario, et c'est ainsi qu'on a conçu le plan de la constitution d'une province de la Bohême allemande. L'ordonnance sur les arrondissements n'est que le premier pas vers la réalisation d'un projet plus vaste, d'une séparation de la Bohême allemande du corps autrichien. Puisque les Allemands préféreraient une Autriche inexistante qu'une Autriche non-allemande, ils se sont préparés déjà à l'idée du démembrement de la Monarchie. Ils n'admettent pas la seule solution possible, une Confédération libre des Etats danubiens, et ils s'apprêtent à effectuer leur sécession politique en retournant vers les Hohenzollern. Les Tchèques leur laissent le chemin libre, mais les Allemands, en démantelant, ne devraient rien emporter de ce qui ne leur appartient pas et une véritable rapine serait en effet le détachement de la province Deutsch-Böhmien. On ne se demande plus aujourd'hui à l'aide de quel régime peut-on gouverner l'Autriche, mais plutôt si on peut y gouverner encore. Car l'Autriche ne peut exister qu'aussi longtemps que ses peuples le veulent. Donc chaque gouvernement devrait travailler à une entente entre les peuples.

A la question : le Ministre-Président est-il un personnage capable de commettre des crimes d'Etat ? on ne peut répondre qu'affirmativement. Le Ministre-Président est une nature purement théâtrale. Il ne gouverne pas, mais il affiche ; il met en scène et il arrange. A part sa valeur de comédien, le Ministre-Président représente aussi le type d'un criminel d'Etat. Il suffit de se rappeler la députation des provinces alpines que le Ministre-Président avait présentée à l'Empereur le 25 mai. La manière dont cette députation avait

été organisée porte le caractère théâtral, le caractère d'opérette, mais le contenu des déclarations faites devant l'Empereur indiquait clairement les intentions criminelles. Les paroles du maire de Pettau, Ornik, ne sont autre chose qu'une invitation à supprimer la Constitution. Un Ministre-Président qui tolère cela est un criminel politique. Le Ministre-Président travaille avec les Allemands et il viole les lois lorsque les Allemands le lui demandent, et lorsque ça lui plaît.

Les peuples slaves d'Autriche ont exprimé d'une façon aussi claire que possible, dans leurs déclarations connues, ce qu'ils désirent et ce qu'ils réclament. Si le Ministre-Président, au lieu de faire agir les facteurs compétents en vue de concilier les désirs de ces peuples avec l'Etat, préfère planter devant nous un chapeau de Gessler, en soulignant que l'Autriche ne peut subsister qu'avec l'épée dorsale allemande, alors nous déclarons détester une telle Autriche.

C'est devenu le principal devoir du peuple tchéco-slovaque de nuire à l'Autriche en toute occasion qui se présente. Nous devons cela à notre fidélité envers notre peuple et envers la couronne de Bohême, et cette fidélité ne peut se manifester autrement que par la trahison de l'Autriche. Aussi sommes-nous décidés à la trahir fidèlement où nous pourrions!

Et puis: est-ce encore un Etat, cette Autriche-Hongrie? Nullement! C'est un rêve affreux, un cauchemar séculaire, et voilà tout! C'est une agglomération de huit nations irrédentistes, les Allemands compris. C'est, en un mot, un monstre! Quel doit être, en effet, l'Etat dont les soldats tchéco-slovaques, nous le savons tous, se jetèrent hardiment contre l'ennemi — pour l'embrasser, pour se joindre à lui, pour créer des régiments, brigades, corps, des armées entières, afin de pouvoir combattre contre cet étrange Etat!

En face de cette Autriche avec « l'épée dorsale allemande » nous déclarons hautement:

Que nous éprouvons contre elle une haine éternelle;

Que nous la combattons;

Et qu'avec l'aide de Dieu, nous finirons par la démolir!

Le Ministre-Président est coupable d'avoir commis par ses ordonnances un crime d'Etat. Mais je ne veux pas le déclarer coupable avant d'avoir entendu son défenseur. Ce défenseur c'est, chose étrange, le comte Czernin. Le comte Czernin s'est présenté au monde comme le seul Ministre-Président possible. Il souffre cependant de la pyromanie et il a tellement excité les Allemands par son discours que le docteur Seidler a dû procéder aussi vite que possible à l'exécution de l'ordonnance. Par une telle action, il a non seulement incendié son propre toit, mais encore le toit du Parlement. On avait l'impression que le Ministre-Président était un homme faible et que le comte Czernin était le seul homme capable de sauver l'Autriche. Il n'y a qu'un aventurier politique, un Hochstapler qui peut ainsi parler.

Le Président. — Je rappelle l'orateur à l'ordre, je ne peux pas admettre qu'on injurie ici des personnes qui ne peuvent se défendre.

Le député Stransky. — Le comte Czernin, comme ministre des affaires étrangères, n'avait pas convoqué les Délégations, et ensuite il s'est simplement enfui. Il est vrai que ce n'est pas sa faute; puisqu'il fut jeté dehors contre son gré. Toutefois je dois avoir l'occasion de dire

publiquement mon opinion à un Ministre qui nous a offensés et injuriés publiquement. Le comte Czernin, malgré ses beaux discours, a de nouveau prouvé qu'il ne comprend rien à la politique étrangère. Encore aujourd'hui, il ne sait pas que la question tchéco-slovaque est devenue une question extérieure, internationale. Le comte Czernin a parlé dernièrement dans la Chambre des Seigneurs comme un agent de Berlin. Nous savons maintenant pourquoi nos mères versent tant de larmes, pourquoi meurent nos fils par milliers et pourquoi nous nous trouvons dans la misère actuelle: c'est pour que l'Allemagne puisse respirer par les Balkans! Mais il reste à apprendre au comte Czernin que la Péninsule Balkanique sera la patrie libre des peuples slaves libres, et qu'elle n'a pas été créée pour servir de poumons à l'Empire allemand. L'Allemagne sera bientôt atteinte d'une affection pulmonaire, si elle ne trouve pas d'autres poumons ou si elle n'apprend pas à respirer autrement. »

Les idées du professeur Péritch

Dans la « Neue Züricher Zeitung » du 25 juillet, le professeur Péritch, de Belgrade, a publié un article favorable à l'Autriche-Hongrie. M. Péritch, contrairement à l'opinion générale de tous les Yougoslaves d'Autriche-Hongrie, estime que la monarchie dualiste est très habitable et qu'il ne faudrait pas accorder aux peuples intéressés le droit de déterminer eux-mêmes, s'ils veulent conserver cet « Etat sans patriotisme et sans patriotes, qui a été formé par l'accumulation de huit irrédentistes, ce monstre » — comme le député Stransky l'a qualifié tout récemment. La disproportion entre l'opinion de huit millions de Yougoslaves qui subissent les « délices » du régime austro-hongrois et l'avis d'un professeur qui jouissait en Serbie de toutes les libertés, est tellement énorme qu'elle nous dispense de commenter plus longuement cette attitude inconcevable sous tous les rapports.

Mais il y a dans l'article de M. Péritch un point essentiel qui est inexact et sur lequel repose cependant toute l'argumentation de M. le professeur. M. Péritch parle en effet du parti conservateur serbe, des idées politiques de ce parti et des différences qui existent entre les radicaux et les conservateurs. Mais M. Péritch ne dit pas que le « parti » conservateur professait, selon lui, les idées émises dans son article, n'existe que depuis 1911. Ce parti comptait en tout une cinquantaine d'adhérents, parmi 4 millions d'habitants de Serbie. Il n'avait aucun comité à l'intérieur de la Serbie. Il n'avait pas non plus d'organe propre de publicité. En un mot, l'influence et l'activité de ce groupe infime de 50 personnes étaient nulles et beaucoup de Serbes ignorent complètement l'existence de ce « parti ».

Il y a cependant en Serbie un véritable parti politique aux tendances conservatrices, appelé parti progressiste, et qui est représenté au parlement serbe par plusieurs députés.

Mais le programme et l'activité du parti progressiste dans la politique extérieure n'ont rien de commun avec les idées du professeur Péritch.

Les considérations et les conclusions contenues dans l'article de M. Péritch ne représentent donc que les idées personnelles de l'auteur dont il assume naturellement toute la responsabilité. Il nous importait de constater ceci et de réduire à leur utile mesure les considérations de Péritch que, du reste, l'opinion publique serbe indignée est unanime à réprocher avec la dernière énergie.

Les « traîtres » d'Autriche

La politique des Alliés embrassant les vœux les plus sacrés des peuples opprimés de l'Autriche-Hongrie, a donné d'excellents fruits. Les Alliés ne doivent pas regretter d'avoir pris définitivement parti pour ces peuples. Le commandement militaire austro-hongrois nous apprend que la dernière défaite austro-hongroise sur la Piave a été grandement facilitée par les services qu'ont rendus les transfuges yougoslaves et tchèques. Il paraît que ceux-ci ont apporté des renseignements précis sur l'offensive en préparation, ce qui a empêché la réalisation des plans du commandement autrichien.

Naturellement, ces services des transfuges yougoslaves et tchèques ont fait bondir de fureur les Austro-Magyars. Ceux-ci l'expriment douloureusement par le communiqué du commandement militaire austro-hongrois qui, dans un langage pathétique, croit pouvoir stigmatiser ces « traîtres ».

« Divers documents montrent — dit le communiqué — avec quel oubli de l'honneur et du devoir, d'autres, dans leur aveuglement, ont pu agir... Oublieux du serment sacré prêté à la patrie et à l'empereur et roi... Les faux lauriers que leur attribue le commandement italien ne pourront pas effacer la souillure éternelle qui se rattache toujours dans l'histoire du monde, au nom d'un traître ».

Cette leçon sévère ne pourra émouvoir personne et témoigne de la rage impuissante de ne pouvoir sévir contre les « traîtres ». Les peuples d'où les « traîtres » sont issus trouveront un titre de gloire en chaque action tendant à la ruine d'un Etat qui n'est que la patrie des Allemands et des Magyars, seuls autorisés à jouir des biens de ce monde, comme à exploiter librement le travail des peuples prolétaires.

Dans le moment que nous lisons le communiqué sévère du commandement austro-hongrois, les journaux slovènes reproduisaient le discours d'un député allemand, Wichtl, prononcé dans une assemblée populaire allemande en Styrie. Ce sieur Wichtl posait à ses auditeurs la question suivante: Que devons-nous faire des Slaves? Et il répondait immédiatement ainsi: « Les décimer et supprimer leur unité nationale. Pour arriver à ce but, la guerre est le meilleur moyen. C'est pourquoi tous les bons Allemands doivent être partisans de la continuation de la guerre ».

Il a prouvé ensuite par des chiffres que les troupes allemandes, la guerre et la famine ont décimé les Slaves en Serbie, Bosnie-Herzégovine, Dalmatie, Goricie, Pologne et en Russie. En quatre ans, la guerre a anéanti au moins vingt millions de Slaves. C'était le plus beau geste stratégique et politique de l'empereur Guillaume et de Hindenburg. Si la guerre était trans-

portée sur le territoire tchèque, pas un Allemand n'en serait ému. « Nous Allemands, a continué Wichtl, nous avons supprimé la Serbie, le Monténégro et la Russie. Nous ferons de même avec les Slaves d'Autriche. La guerre nous est une admirable auxiliaire pour anéantir la force de résistance des Tchèques. Quant aux Yougoslaves, ils sont plus dangereux encore. Les Tchèques sont entourés de trois côtés par des Allemands. Mais les Yougoslaves vivent en masses compactes et s'étendent loin dans les Balkans. Nous devons empêcher la formation de la Yougoslavie. Nous devons décimer les Yougoslaves et les diviser encore plus. Les Slovènes et une partie des Croates doivent appartenir aux Allemands, la majorité des Croates et Serbes passera sous la domination magyare, une grande partie des Serbes sera partagée entre les Albanais, Grecs, Roumains et Turcs. Tant que nos plans ne seront pas réalisés, nous devons tout faire pour décimer le plus possible les Yougoslaves. Les moyens sont: écoles allemandes, guerre et famine ».

Les idées et appétits de ce Wichtl allemand ont, naturellement, gagné l'unanime sympathie de son auditoire. Ces propositions corroborent les dires du communiqué du commandement austro-hongrois.

Un simple parallèle fait comprendre quelle horrible trahison commettraient les peuples contre eux-mêmes s'ils étaient loyaux envers des maîtres qui forment des vœux comme ceux que nous venons de lire.

Les « traîtres » du Piave ont fait un bon travail et plus leur nombre sera grand dans l'avenir, plus ils rapprocheront leurs peuples de la libération de la « patrie » actuelle.

L. P.

Les voix allemandes sur l'Autriche

M. Lederer, correspondant particulier du « Berliner Tageblatt » écrit dans le numéro du 24 juillet de ce journal:

« Asseyez-vous sur cette chaise et tenez-vous bien. » C'est ainsi que l'empereur avait dit un jour au petit monsieur qui, vêtu d'un redingote noire et avec un pinceau d'or, aux yeux paisibles restait debout devant lui. « Maintenant j'ai à vous faire une communication. Vous serez ministre-président. » La scène se passait il y a un an, à peu près, dans le cabinet de travail de l'empereur Charles. Depuis ce temps, M. de Seidler est resté docilement sur le fauteuil du ministre-président autrichien et il s'y est cramponné, de toutes ses forces. Son seul désir consistait à ne pas tomber de cette chaise. Non par amour particulier pour un tel poste, mais parce que l'empereur l'y avait placé. Monsieur Seidler possédait la confiance entière de la couronne, et cette confiance de l'empereur envers un ministre-président dont le plus grand exploit parlementaire consistait précisément dans l'art de se cacher au

FEUILLETON

Deux livres sur la Serbie

La Serbie d'hier et de demain, par NICOLAS STOYANOVITCH. — Préface d'André Tardieu. (Paris, Berger-Levrault)

MILORAD ZEBITCH: La Serbie agricole et sa démocratie. — Préface de Yves Guyot. (Paris, Berger-Levrault).

Le livre de M. Stoyanovitch se distingue des publications semblables par la grande variété d'arguments et d'aperçus politiques, économiques et psychologiques sur la Serbie et les autres pays yougoslaves. L'auteur s'est proposé de représenter dans son ensemble le rôle essentiel joué par la Serbie dans la lutte pour l'indépendance et l'union de tous les Serbes, Croates et Slovènes. Il l'a fait en traçant tour à tour des tableaux sommaires des forces nationales et sociales qui ont fait de la Serbie le Piémont yougoslave. L'exposé porte le caractère des écrits destinés non seulement à informer, mais aussi à instruire, par une explication plus ou moins documentée. De tels ouvrages sont les plus difficiles à écrire et il ne faut pas s'étonner si M. Stoyanovitch, qui est plutôt un combattant qu'un écrivain politique, n'a pu obtenir le même succès dans toutes les parties de son ouvrage, certes très intéressant. Le tableau qu'il nous retrace de l'activité politique, économique et nationale du peuple serbe, est en effet considérablement alourdi par un essai maladroit de représenter l'œuvre accomplie comme le fruit de tel ou tel facteur, de tel ou tel courant politique ou social et non pas d'un autre. M. Stoyanovitch, étant

originaire de Bosnie, où il a passé presque toute sa vie, ne possède pas de connaissances approfondies sur les affaires de la Serbie, ce qui excuse quelque peu le caractère superficiel et unilatéral de ses développements, mais cela n'empêche pas de regretter les écarts auxquels il a été entraîné et qui ont inévitablement diminué la valeur du livre.

Sans vouloir entrer à fond dans les questions qui ont trouvé à notre avis une interprétation erronée et déterminée M. Tardieu lui-même à faire des réserves dans sa préface, nous tenons à faire des observations au sujet de quelques points importants se rapportant au progrès réalisé par la Serbie. Ainsi la distinction faite par M. Stoyanovitch entre les jeunes et les vieux est d'un côté arbitraire et de l'autre mal fondée. L'œuvre de régénération serbe préparée dans la période de 1883 à 1903 et accomplie dans la décennie 1903 à 1913, doit, en réalité, être comptée presque entièrement à l'actif de ceux qui sont nés avant 1875. Certes les vieux, comme M. Stoyanovitch les appelle, ont eu d'excellents collaborateurs parmi les jeunes générations, mais ils n'en étaient pas moins les acteurs et instigateurs principaux. L'histoire jugera de leur œuvre, qui est encore en cours de réalisation et que la victoire alliée couronnera de lauriers mérités. Toute discussion en ce moment serait non seulement prématurée, mais forcément subjective et intéressée. En second lieu, il faut relever le jugement étrange de M. Stoyanovitch sur les facteurs concrets de l'évolution serbe, plus particulièrement sur le rôle et l'activité des partis politiques en Serbie. Le parti libéral, avec Yovan Ristitch, et le parti progressiste, avec Garachanine et Pirothchanac, ne peuvent et ne doivent pas être présentés au public européen avec

quelques mots insignifiants, comme cela a été fait dans le livre de M. Stoyanovitch. Quant au parti radical, il n'a trouvé chez M. Stoyanovitch qu'une sympathie mélangée. Cela n'aurait pas d'importance s'il s'agissait d'un livre exprimant uniquement les sentiments et les opinions personnelles de l'auteur et non pas d'une étude sur la Serbie d'hier et de demain. Si le parti radical était vraiment de par sa nature, sa constitution et son activité tel que M. Stoyanovitch l'a dépeint, on ne pourrait pas concevoir l'œuvre remarquable accomplie par les radicaux, fondateurs et propagateurs de la démocratie moderne serbe. On ne peut pas passer non plus sous silence l'appréciation tout à fait inexacte des éléments qui ont rendu la Serbie capable d'entreprendre la tâche énorme de la libération de tout le peuple yougoslave. M. Stoyanovitch présente par exemple les officiers serbes comme des porte-flambeaux du progrès et de l'évolution. Il est vrai que nos officiers sont admirables, mais ils sont seulement des chefs dignes de leurs soldats, dont la vaillance est légendaire. Le développement de la Serbie qui s'est manifesté aussi dans la formation d'un corps d'officiers excellents, est dû en premier lieu au travail intelligent et perspicace des hommes d'Etat serbes. L'ordre dans les finances, le développement des forces productives nationales, le raffermissement de la situation économique générale, l'armement du pays le plus complet et le plus moderne, le tact politique, la conclusion des accords internationaux nécessaires, le courage des grandes décisions et des responsabilités entières, voilà ce qui a permis au Royaume de Serbie de se relever et de devenir avec une rapidité extraordinaire le centre incontesté du yougoslavisme. Ce qui a été précisément l'excès presque inévitable des succès militaires, cette auto-suggestion manifestée chez quelques officiers ayant occupé des postes

moment décisif derrière la couronne, n'est pas difficile à expliquer du point psychologique. Les hommes politiques que l'empereur recevait avaient uniquement des choses désagréables à dire au jeune monarque. Les Tchèques, et les Yougoslaves présentaient à l'empereur leurs demandes d'Etat, les Polonais poussaient à la solution de leur problème national, et feu Engelbert Pernerstorfer, à l'occasion de son audience à la villa Wartholz, gesticulait devant l'empereur, son chapeau mou sur la tête et s'écriait: « Majesté! Moi, en républicain honnête, je ne vous dis que ceci: le temps des grâces de Dieu pour les monarques a définitivement et pour toujours passé. » (On peut trouver des notices sur cet accueil dans les papiers du feu chef socialiste.) L'empereur s'intéresse sans doute à toutes ces difficultés politiques, mais il faut comprendre qu'à la longue, il est fatigué d'entendre toujours des choses désagréables. Le docteur Seidler était, au contraire, l'homme qui montrait toujours un visage souriant qui ne connaissait jamais de difficultés, et pour qui tout pouvait se régler tranquillement, clairement et sans obstacles...

Il est d'une facilité élémentaire de se faire une idée claire — non seulement en Autriche, mais aussi dans l'empire allemand allié — de la véritable situation dans la monarchie. Une Autriche avec une épine dorsale allemande et sous une direction allemande, l'Autriche même dont M. Seidler parlait tout récemment, est une utopie. On peut, si l'on veut, séparer les provinces allemandes et y pratiquer une politique purement allemande. Sinon, alors, l'Autriche future sera forcément obligée de devenir une fédération de peuples complètement égaux. La chute de Seidler, arrivée contre la volonté des Allemands nationalistes, et imposée par les Tchèques, les Polonais, les Yougoslaves et les socialistes allemands, a démontré l'impossibilité absolue de sa politique d'orientation allemande. Il est impossible aujourd'hui de gouverner en Autriche contre la volonté de presque les deux tiers de sa population.

La « Frankfurter Zeitung » du 24 juillet écrit:

« Comment introduire dans un pays de la couronne autrichienne une réforme repoussée de la façon la plus absolue par la principale nationalité de ce pays? C'est pourquoi il est difficile de voir quel profit M. von Seidler entendait tirer pour l'Etat d'une telle mesure. Monsieur Seidler a jugé nécessaire d'insister dans son dernier discours sur le caractère allemand de l'Autriche. Comme Allemands, nous apprécions ceci, mais malheureusement la déclaration du Dr Seidler n'a produit aucun effet pratique. Le pire n'est pas que les paroles de Seidler aient provoqué la colère des Slaves, mais que les Allemands n'aient pas été capables de maintenir au pouvoir un ministre-président qui leur était aussi extraordinairement favorable.

...Avec M. Seidler tombe seulement un homme et non pas un parti ou un système politique. Le gouvernement et la couronne ont battu en retraite devant la volonté exprimée de la majorité du parlement qui ne voulait plus entendre parler de ce ministre. Mais cette majorité ne peut gouverner. Un cabinet tchéco-yougoslave-social-démocrate est impossible pour des raisons qu'il n'est pas nécessaire d'indiquer spécialement. Quant aux Polonais on sera probablement obligé de leur accorder quelques concessions.

Le parlement ne peut plus supporter M. von Seidler. Bien, que maintenant M.

von Hussarek ou quelque autre fonctionnaire s'efforce de faire tout ce qu'il peut. Dans une affaire ou une autre, celui-ci fera peut-être quelque chose de plus que son prédécesseur; peut-être obtiendra-t-il le vote de fonds pour quelques mois; mais il ne pourra pas plus que ses prédécesseurs effectuer quelque chose de définitif et une réforme organique quelconque de l'Etat. Une telle réforme — qui serait d'ailleurs des plus nécessaires — ne pourrait être effectuée qu'au cas où les peuples de l'Autriche se mettraient d'accord entre eux par l'entremise de leurs représentants. L'illusion qui régnait pendant les premières années de guerre que l'ordre public pourrait être octroyé d'en-haut, a disparu à présent définitivement; d'autre part on ne

pourra arriver à une entente entre les peuples de l'Autriche que si les Tchèques et les Yougoslaves abandonnent leur désir de créer des Etats séparés, et ce désir ne disparaîtra que lorsque l'espoir en sa réalisation aura disparu.

Donc, le sort de l'Autriche sera décidé par le cours et l'issue de la guerre qui a, en somme, éclaté à cause d'elle. Peut-être est-il bon de répéter ce vieux fait acquis, d'autant plus qu'il n'y a pas longtemps le comte Czernin caractérisait partialement la grande guerre comme un duel entre l'Allemagne et l'Angleterre. Elle est quelque chose de plus que cela.

Le ministère Hussarek et les Slaves

Le ministre Hussarek a obtenu une faible majorité au parlement, lors du vote du budget provisoire pour six mois. Grâce aux Polonais on a sauvé encore une fois la façade, mais les représentants des peuples slaves n'ont pas manqué d'affirmer leur décision inébranlable d'obtenir l'indépendance politique. Nous donnons ici un résumé des discours prononcés au Reichsrat le 26 juillet, avant le vote du budget.

Le député Stanek déclare au nom de l'Union tchèque que l'attitude et la tactique des députés tchèques ne seront nullement influencés par le changement sur les bancs des ministres. Les députés du peuple tchèque basent leurs espérances uniquement sur la force victorieuse des idées de la justice, de la liberté et de l'indépendance des peuples. Le peuple tchèque est devenu grand et fort par ses propres forces, il s'est développé malgré les défaveurs et l'inimitié des gouvernements de Vienne. C'est pourquoi le peuple tchèque n'a nullement peur lorsque les gouvernements à courte vue s'imaginent l'effrayer par les persécutions. A aucun moment de son histoire, le peuple tchèque ne fut aussi unanime, aussi prêt à combattre et aussi certain de la victoire.

Le peuple tchèque tout entier est uni dans sa volonté inébranlable de ne subir jamais plus un joug étranger et des couleurs étrangères. La conscience nationale tchèque très développée et un sentiment d'indépendance très fort justifient l'aspiration des Tchèques à atteindre ce que le peuple des Magyars a déjà réalisé. L'Etat tchéco-slovaque est devenu un fait que l'on ne pourra plus éliminer, c'est ce que ces messieurs de Vienne et de Budapest ne devraient pas oublier. La politique magyare joue le va banque. Pour sauver sa domination étrangère sur quatre peuples de race non-magyare, le peuple magyare veut risquer l'indépendance même de 10 millions de ses congénères. Nous nous rendons bien compte qu'à l'avenir nous serons des Etats voisins et c'est précisément pour cela que nous voulons rappeler la Hongrie à une juste considération de la situation réelle. La victoire de nos aspirations ne fait plus de doute pour personne. Pour les Magyars, il n'y a qu'une seule possibilité: rompre avec le passé et accepter dignement les résultats d'une évolution historique inévitable. Que les Magyars limitent leur pouvoir aux 9 ou 10 millions de leurs compatriotes. Un Etat magyar composé uniquement des ressortissants du peuple magyar ne sera menacé dans sa souveraineté et son indépendance par aucun Slave. Le peuple tchèque ne

voudra empêcher l'évolution d'aucun autre peuple; au contraire, il mettra toutes ses forces à appuyer ceux qui à côté de lui ou, surtout avec lui, comme le font les frères yougoslaves et polonais, auront lutté pour la victoire du même idéal et la réalisation d'un meilleur avenir. Que les Allemands continuent à se livrer à leurs vieilles illusions de pouvoir, eux qui ne constituent qu'une minorité de 35 %, et veulent, avec l'appui des gouvernements passagers et par l'emploi des décrets, des octrois et des ordonnances, nous briser et nous dominer. Notre jour viendra également, le soleil de la liberté et de l'indépendance brillera un jour aussi pour nous. Les Allemands ne devraient pas le perdre de vue.

Le député Dr Tertil (Polonais): Le Club polonais déclare qu'il votera pour un budget provisoire de six mois ainsi que pour toutes les nécessités de l'Etat. Le Club polonais le fait dans la conscience que le maintien de l'Etat est dans l'intérêt de la nation polonaise. Il le fait dans la conviction que le gouvernement nouveau obtiendra la confiance du Club polonais par le respect du droit, par la fidélité aux principes de justice, promis devant le parlement, et par la considération des demandes nationales, politiques et économiques. Cette conviction repose sur les assurances que le chef du gouvernement nous a données, et nous exprimons notre espoir que toutes ces promesses seront accomplies.

Le docteur Korochec (Slovène) déclare au nom du Club yougoslave: Le ministre-président actuel, le docteur Hussarek, nous est connu depuis le ministère Stürgkh qu'il a apporté la guerre aux peuples d'Autriche et leur a fermé la bouche, ensuite, par le paragraphe 14. Si donc le ministre-président se déclare aujourd'hui partisan du parlementarisme, nous pouvons lui répondre que nous avons bien entendu son message, mais que nous ne sommes pas disposés à lui prêter foi. Les Yougoslaves connaissent le nouveau ministre-président surtout par ce fait que lui et ses collègues, dans le ministère Stürgkh, avaient connaissance de toutes les persécutions subies par le peuple yougoslave, au commencement de la guerre, et qu'ils n'ont rien fait pour les empêcher. De même, les autres membres du nouveau cabinet nous sont très connus. Ce sont, à deux exceptions près, les anciens membres du cabinet Seidler, de ce cabinet qui a proclamé l'orientation allemande comme principe directeur de la politique autrichienne, et considéré le peuple allemand comme l'épine dorsale de l'Autriche. Pas un de ces ministres n'avait fait le plus petit effort

pour protester contre de tels principes. L'orateur félicite de leur attitude la Diète de Croatie ainsi que celle des Serbes et Croates en Bosnie, en ce qui touche à l'idée de l'unité nationale-yougoslave. Il exprime sa conviction que le peuple uni des Slovènes, Croates et Serbes réalisera sa propre vie étatique.

Le docteur Lewicki (Ukrainien) déclare, au nom des députés ukrainiens, qu'ils ont toujours appuyé de toutes leurs forces le ministère précédent. Mais puisque le chef du gouvernement actuel est entré dans une coopération politique avec les Polonais, les députés ukrainiens ne peuvent pas croire à la sincérité de sa déclaration d'aujourd'hui, prétendant vouloir protéger également tous les peuples de l'Autriche. C'est pourquoi les Ukrainiens voteront contre le budget provisoire et contre toutes les nécessités de l'Etat.

Le député Glombinski, leader des démocrates nationaux polonais, a déclaré que son groupe voterait contre le budget.

M. Glombinski a motivé son attitude en déclarant que, depuis le début de la guerre, les gouvernements qui se sont succédés en Autriche ont fait une politique franchement hostile au programme national des Polonais, lequel comporte l'unification et l'indépendance de la Pologne. Cette hostilité s'est manifestée en violant les droits garantis à la nation polonaise par la constitution de l'Autriche, et en négligeant les aspirations légitimes de la Galicie.

Cette politique, hostile aux Polonais, n'a pas changé malgré toutes les protestations d'amitié et toutes les promesses faites aux Polonais par les représentants du gouvernement. Les torts faits aux Polonais ont au contraire été aggravés. C'est le sens du Traité de Brest en Lithuanie, spécialement dirigé contre eux. Aussi, le parti démocrate-national polonais se voit-il contraint de s'opposer énergiquement à tout gouvernement, et il maintiendra cette attitude aussi longtemps que la politique extérieure et intérieure pratiquée contre les Polonais n'aura pas subi de changement.

Les promesses faites par certains membres des ministères successifs et même par les chefs de ces cabinets ne peuvent donner le change au parti démocrate-national, attendu que le chef du gouvernement actuel faisait partie du gouvernement qui, au début de la guerre, a inauguré, d'accord avec les autorités militaires, le système néfaste d'hostilité envers les Polonais. Au sujet des déclarations du président du Conseil M. Glombinski remarque qu'avant de vouloir conclure une paix, basée sur une entente réciproque, il faut savoir au préalable quelles sont les conditions à poser. L'ancien ministre des affaires étrangères, le comte Czernin, a déclaré qu'il n'était pas informé des buts de guerre de l'Allemagne. Précédemment, le même ministre avait parlé d'une paix basée sur un accord et surtout, en ce qui concerne les Polonais, il avait promis aux délégations que la question polonaise serait envisagée par le gouvernement autrichien dans le sens exprimé par M. Wilson. Cependant, dans son dernier discours à la Chambre des Seigneurs, il déclara qu'à son avis les exigences des Polonais étaient excessives et qu'ils devaient en rabattre.

Le parti démocrate-national polonais, fort de l'opinion publique polonaise, exige que les gouvernants de l'Autriche admettent sincèrement les principes de liberté et d'égalité des peuples ainsi que celui du droit des peuples de statuer sur leur sort.

responsables dans l'armée, M. Stoyanovitch la prend pour le point de départ du progrès national. Une erreur aussi funeste a conduit beaucoup d'officiers à des égarements regrettables et elle ne devrait pas se répéter. Tout bon Serbe et patriote doit souhaiter que l'armée reste dans les limites de ses fonctions, laissant au peuple sans armes le souci des choses politiques. M. Stoyanovitch, écrivant un livre sur la Serbie, a eu tort de susciter, même involontairement, par des paroles inconsidérées, une discussion inutile et préjudiciable.

La seconde partie du livre qui traite des Slaves du Sud, en Autriche-Hongrie, des résultats psychologiques des victoires balkaniques serbes, du futur Etat serbe ou yougoslave, est très suggestive et mérite la plus grande attention.

Le livre de M. Zébitch n'est pas un spécimen de la littérature de guerre. C'est une étude économique sérieuse, un travail consciencieux qu'on ne saurait assez recommander à ceux qui s'intéressent à l'avenir politique et économique de la Serbie. Après avoir dépeint l'aspect général du sol serbe, rappelé sa végétation luxuriante, ses collines boisées et ses montagnes couvertes de forêts épaisses, l'auteur insiste sur la diversité qui caractérise la situation générale du pays. « La Serbie est un pays de petite propriété où les villages se succèdent, où l'on voit partout des vergers, des enclos, de petites fermes, des maisons dont les toits rouges apparaissent, l'été, au milieu de la verdure. » C'est la caractéristique de la Serbie moderne, de celle qui lentement, par ses propres forces, réussit à s'émanciper du joug turc, au cours du XIXe siècle. M. Zébitch rappelle, en quelques mots, toutes les difficultés auxquelles le petit pays se heurta avant

de se relever de la domination séculaire des Turcs. Il parle en particulier de la législation agraire, qui porte l'empreinte démocratique par excellence et qui, même aujourd'hui, peut servir de modèle pour toutes les réformes semblables. L'agriculture n'a jamais cessé de progresser en Serbie et pour juger de sa valeur il ne suffit pas de regarder seulement la statistique de rendement des terres. (Du point de vue social, le paysan serbe représente une force particulière. Il n'était pas riche mais la pauvreté ne le caractérisait pas non plus, sauf dans certaines régions montagneuses. Pourtant, les richesses naturelles ne doivent pas endormir l'agriculteur serbe, et la remarque de M. Zébitch sur la nécessité d'un enseignement agricole plus moderne et d'une culture plus rationnelle des terres, sera généralement approuvée.

Pour justifier cette remarque, M. Zébitch a donné dans un chapitre spécial des indications plus substantielles sur l'agriculture serbe qui est, comme on le sait, l'industrie principale du pays. Après avoir examiné la superficie de la terre cultivée et sa répartition, il s'est arrêté à la question importante du maximum de rendement qui est loin d'être atteint. Ici l'auteur s'occupe de nombreuses questions qui paraissent secondaires, mais dont l'importance n'échappe pas à un observateur attentif. C'est d'abord l'institution de la grande famille — *zadruga* — qui rend possible une bonne coopération dans la culture des terres et qui satisfait aux besoins de la main-d'œuvre. Ensuite, c'est l'institution du *home-stead* serbe, la garantie légale contre toute aliénation, volontaire ou forcée, des trois derniers hectares de terre labourable, pour une famille. Enfin ce sont des associations coopératives rurales dont le développement a pris ces années dernières un essor considérable et auxquelles est réservé, pour l'après-

guerre, un rôle des plus importants dans le relèvement économique du pays.

M. Zébitch n'a pas oublié non plus la question des grands domaines publics; qu'il conseille d'utiliser plus efficacement. Ici nous nous rencontrons avec le problème agraire, dont la solution juste et radicale sera une des premières tâches législatives de notre Etat futur. M. Zébitch ayant traité uniquement de l'agriculture serbe, n'a qu'indirectement touché à cette question si importante. D'autre part il insiste sur les moyens modernes d'une exploitation rationnelle des terres et recommande d'urgence l'élaboration du cadastre et une bonne organisation des différentes formes du crédit agricole, surtout du crédit hypothécaire.

Le chapitre suivant est consacré aux produits du sol serbe. Celui qui lui succède contient des observations d'ordre général sur l'état actuel de l'agriculture et sur les possibilités d'une évolution plus progressive. Le dernier chapitre sur la démocratie serbe est très instructif. Il donne la vraie mesure de l'esprit foncièrement démocratique du peuple serbe, une qualité qui est d'autant plus à apprécier qu'elle se présente sous la forme créatrice et conservatrice en même temps, ce qui exclut, tout naturellement, les idées confuses et destructrices des bolcheviks russes ou autres.

L. M.

LYOUBOMIR A. POPOVITCH, prêtre et ancien député de Béla-Cerkva, est décédé à Lyoubovia, en Serbie occupée, après avoir subi les supplices d'une déportation de deux ans dans les camps de concentration de Neszider, en Hongrie.

La Grande-Bretagne et les buts de guerre serbes-yougoslaves

Le 24 juillet a eu lieu à Mansion House, à Londres, la réunion inaugurale du Comité National Serbe (Yougoslave) pour la proclamation des buts de guerre serbes.

De nombreux personnages britanniques et alliés assistaient à l'assemblée présidée par le Lord Maire.

Le ministre de Serbie, M. Yovanovitch, a déclaré, dans son discours, que le meurtre de Sarajevo n'était nulle part si profondément déploré qu'en Serbie. Mais cet attentat a servi de prétexte à une guerre préventive contre la Serbie. La Serbie ne désirait pas la guerre; celle-ci lui fut imposée, et il fallut bien se défendre. Aujourd'hui il est établi que l'Autriche-Hongrie a délibérément provoqué la guerre avec le consentement de l'Allemagne. La guerre finie, un ordre nouveau devra être établi sur la base du droit des peuples de se gouverner eux-mêmes et de vivre dans l'indépendance et la liberté. Depuis qu'elle s'est formée en un Etat indépendant, la Serbie a lutté pour l'union politique des Yougoslaves. La nation tout entière a travaillé à la réalisation de l'unité nationale, ceux des Serbes, Croates et Slovènes, ceux qui vivent dans l'Empire autrichien aussi bien que ceux qui se trouvent dans les deux Etats serbes libres, la Serbie et le Monténégro.

M. Wickham Steed, sur l'invitation du ministre de Serbie, a donné ensuite lecture de la résolution touchant les buts de guerre serbes (yougoslaves), qui se résume dans les quatre points suivants: 1. L'indépendance et l'union des Yougoslaves; 2. « Les Balkans aux peuples balkaniques ». L'Autriche-Hongrie, avec le consentement de l'Allemagne, a violé ce principe en occupant et en annexant la Bosnie-Herzégovine et en se mêlant des affaires intérieures des Etats balkaniques. Aucune hégémonie et aucune intervention sous n'importe quelle forme, dans les affaires intérieures balkaniques, mais un développement libre et indépendant des nations balkaniques, ce qui exclut naturellement toute prétention à la domination de l'une d'entre elles et ce qui conduit à une ligue des Etats balkaniques. 3. Réparation pour la dévastation des contrées habitées par les Yougoslaves. 4. Relations économiques et intellectuelles intimes avec les pays alliés, afin d'obtenir le meilleur appui et la meilleure défense pour l'avenir de la nation et faciliter le relèvement, suite de la catastrophe actuelle. Une Serbie restaurée, même élargie par une sortie sur la mer, ne pourrait que végéter si elle restait, d'autre part, dans les conditions antérieures et n'était pas complètement unie à ses congénères dans un Etat indépendant et un. Sinon, elle tombera sous la dépendance des puissances centrales. D'un autre côté, un Etat yougoslave uni serait un gardien sûr des portes de l'Orient et en même temps le gardien de la paix dans les Balkans.

Le discours de M. Balfour

M. Balfour, accueilli par de vifs applaudissements, a prononcé le discours suivant:

« Je suis certain qu'il n'y a personne dans cette assemblée qui n'ait pas écouté avec la plus profonde attention et avec la plus vive sympathie les constatations qui viennent d'être faites. La Serbie, avant cette guerre, était très peu connue dans les pays occidentaux. Mais la Serbie a été le centre autour duquel la guerre a tourné. L'ultimatum autrichien à la Serbie fut une des attaques les plus abominables et les plus injustifiées qui aient jamais été faites par une grande puissance contre une petite. Cet ultimatum a allumé le feu et produit une explosion, la plus grande, la plus destructive, la plus désastreuse que l'histoire du monde ait jamais connue. La Serbie a joué noblement et vaillamment son rôle dans la lutte qui lui a été imposée. Si nombreux que soient les exploits d'héroïsme de tous les peuples pendant ces quatre années de guerre, aucun exploit héroïque n'est aussi brillant et aussi illustre que la riposte serbe à l'assaut des forces

supérieures qui s'étaient jetées contre elle, envahissant son territoire et la brisant en apparence, mais, en réalité, laissant intact son esprit de patriotisme et d'indépendance qui brûle d'un feu peut-être plus ardent qu'avant la guerre.

Aujourd'hui que le monde a le loisir de considérer quelles sont les différences d'idées qui ont séparé les peuples civilisés en deux camps fortement opposés, nous pouvons constater qu'en vérité le point essentiel dans ces différences concerne le traitement accordé par les grandes puissances aux petites, et les rapports réciproques d'Etat à Etat. Ce fut l'attaque autrichienne contre la Serbie et l'attaque de l'Allemagne contre la Belgique, qui rappelèrent à la conscience de l'humanité entière les dangers que le militarisme représentait pour la civilisation. L'une après l'autre, les nations se sont rangées aux côtés des Alliés pour combattre ces tendances qui nous auraient jetés, les petits Etats aussi bien que les grands, partiellement sous la botte de l'Autriche, mais, en fait, sous la botte du maître de l'Autriche: l'Empire allemand. Le sud-est de l'Europe a été, pendant plusieurs générations, une source d'anxiété et de perplexité pour les hommes d'Etat européens. C'était le centre des disputes; c'était le foyer d'où partit plus d'une fois le bacille de la guerre. Lorsque je lis l'histoire de cette partie de l'Europe, je constate que, pendant qu'une évolution naturelle et progressive — par les moyens pacifiques et en accord avec la civilisation — avait eu comme résultat dans d'autres parties de l'Europe, de grandes nations unies par le sentiment et la culture, dans des espérances et des aspirations communes, rien de tel n'avait été possible dans le sud-est de l'Europe, à cause de l'invasion turque. A mon avis, ce furent précisément les Turcs qui empêchèrent l'union du peuple yougoslave. Ce que les Turcs avaient commencé, la bureaucratie autrichienne a largement contribué à le compléter. Le régime austro-hongrois sur les différentes nationalités de cet empire hétérogène, a été souvent d'une habileté particulière, mais rarement il s'est distingué par un esprit large, ouvert et humain. Le résultat a été que l'empire d'Autriche, formé de la même façon que les autres grands empires des temps anciens — par les mariages, dans la plupart des cas — n'a jamais été capable, et n'a jamais aspiré à devenir un corps harmonieux, composé de tous les éléments des différentes nations qu'il abrite.

Ce fait suffit à lui seul pour montrer l'importance de la question d'Autriche, mais le mal que comportait cet état de choses a été mille fois aggravé par la domination complète que l'Allemagne a réussi à imposer à l'Autriche. L'évolution de l'Autriche a amené ce résultat que la majorité des habitants d'Autriche-Hongrie sont gouvernés par une minorité — minorité d'Allemands dans une partie, et de Magyars dans l'autre partie de la monarchie dualiste.

Maintenant que l'Autriche est devenue un peu plus qu'une simple vassale de l'Allemagne, il est impossible de dire comment cet état de choses pourrait être changé sans l'appui des populations autrichiennes elles-mêmes, parce que cette minorité dominante, qu'elle soit allemande ou magyare, n'ignore pas qu'elle dépend entièrement de l'Allemagne. Lorsqu'on sait que les Autrichiens, ces véritables maîtres de la Monarchie, dépendront toujours de leurs voisins allemands, comment conserver l'espoir que l'Autriche pourrait d'elle-même, par ses propres efforts, se transformer en nation libre, et réaliser un régime de vraie liberté? Telle est la lamentable certitude des races sujettes. De la Pologne, j'ai parlé assez souvent pour n'en rien dire de nouveau aujourd'hui. Quant aux Tchéco-Slovaques du nord de l'Autriche, et aux Yougoslaves du sud, un simple coup d'œil suffit à nous convaincre que ces deux races — qui ont les mêmes désirs et les mêmes aspirations — sont condamnées à rester pour toujours une majorité opprimée, si les puissances centrales sortent victorieuses de la guerre actuelle. Elles resteront éternellement contrôlées, gouvernées et, probablement, dénationalisées par la minorité allemande et magyare avec l'appui total des forces militaires allemandes. Voilà un des grands problèmes que résoudra, je l'espère, la guerre présente. Elle a dé-

montré jusqu'à l'évidence, à ceux qui pouvaient conserver quelques doutes, qu'une nation sujette de l'Allemagne — laissez-moi dire, plus clairement, une nation qui se trouve dans l'orbite de l'Allemagne — peut être certaine que tout le poids de la machine bureaucratique et militariste allemande pèsera sur elle pour la forcer à entrer dans le cadre de l'Allemagne. Nous savons exactement comment l'Allemagne procède avec d'autres Etats qui tombent en son pouvoir. Ces Etats sont condamnés à servir à la grandeur économique de l'Allemagne; ils sont exploités jusqu'à l'os, afin de satisfaire à l'ambition allemande. Leur développement naturel est arrêté, détourné dans le but unique d'être mis en accord avec les principes de la culture germanique. Si cette guerre ne se terminait pas comme elle se terminera, grâce à Dieu, par la victoire des Alliés, je ne verrais pas d'autres alternatives que celles que je viens de vous exposer. L'Europe future sera ce que j'ai dit tout à l'heure, et chaque Etat, contrôlé et dominé par l'Allemagne, se trouvera dans la même situation que la Roumanie d'aujourd'hui, un serf, un jouet, une victime de la puissance de l'Allemagne.

Les Allemands sont d'ailleurs les ennemis héréditaires des races slaves. Pendant des siècles entiers, ils se trouvaient en conflit avec eux et s'efforçaient de les dominer, mais cette domination n'a pas toujours produit un résultat définitif. Cependant, en Autriche, sur les Tchèques, les Yougoslaves et les Polonais, de telles tentatives ont abouti à la tyrannie abominable des Germains et l'esclavage malheureux des Slaves. C'est là l'histoire du passé. Espérons qu'elle ne se répètera pas dans l'avenir.

Les Allemands, soit délibérément, soit, comme je suis disposé à l'admettre, par incapacité naturelle, ne sauraient comprendre l'idéalisme dans s'inspirent les peuples alliés dans leurs actions. Ils parlent toujours de leur désir de paix, de paix allemande naturellement, sachant bien que la paix est le grand désir, l'aspiration générale de toutes les nations éprouvées. Mais ils ne comprennent pas que non seulement pour les peuples alliés, mais aussi pour tous les neutres impartiaux, il n'y a aucun parallèle, aucune comparaison entre les conséquences d'une victoire allemande ou d'une victoire alliée. Il n'y a rien d'aussi vrai que ceci: dans la mesure où l'on aura la victoire alliée, l'idéal de la liberté nationale, de l'indépendance et du développement libre de tous les peuples se répandra dans le monde entier. Il est tout aussi certain que, si les Allemands sont victorieux, et dans la mesure où ils le seront, un régime de domination germanique, domination économique, spirituelle et politique, étendra son influence sur le monde entier. Il n'y a pas de comparaison possible entre ces deux résultats. Dans les guerres antérieures, la nation ou le groupe des nations victorieuses ont étendu leurs frontières, augmenté leur prestige et quelquefois obtenu des avantages matériels, mais jamais auparavant, dans l'histoire politique du monde, idéals aussi opposés ne sont entrés en conflit. Ce ne sont pas deux groupes de nations combattant pour les territoires qui luttent pour la suprématie. Il s'agit aujourd'hui de deux idéals, l'un céleste et l'autre infernal, qui combattent pour la prédominance, et du résultat de cette lutte dépend le sort du monde. Le jour venu où la paix règnera de nouveau — non pas une paix allemande ni une paix britannique ou française, mais une paix de la civilisation — je crois que le ministre de Serbie aura l'occasion de s'occuper non seulement de son ancien pays, mais aussi de toute la race dont sa patrie n'est qu'un tronçon, et qu'il pourra dire que les Serbes jouiront pleinement des avantages obtenus par le sang si abondamment versé et les trésors sacrifiés.

Le docteur Benes, au nom des Tchéco-Slovaques, souligne la solidarité et l'identité des buts tchéco-slovaques et yougoslaves dans la lutte contre les ennemis communs, Allemands et Magyars. La nation tchèque, déclara-t-il, constate la nécessité absolue de la disparition de l'Autriche-Hongrie. Les Tchéco-Slovaques, en attendant leur libération, considèrent que la disparition de la Monarchie est une condition essentielle d'une paix juste et durable. Ni la question tchéco-slovaque ni celle des Yougoslaves, Polonais ou Rou-

maines ne peut être résolue séparément. Toutes ces questions sont liées intimement entre elles et présupposent la destruction de l'Autriche.

M. Wickham Steed a pris ensuite la parole pour déclarer que le docteur Benes est le représentant d'une nation qui combattit il y a déjà trois cents ans pour le même idéal qui fait s'armer aujourd'hui les Alliés. Le docteur Benes est un des membres du glorieux triumvirat — les deux autres sont le professeur Masaryk et le général Stefanyk — qui a guidé le mouvement national tchèque dans les pays alliés, et a constitué cette armée tchéco-slovaque qui rend aux Alliés de si grands services en Sibérie. Après avoir exposé en quelques mots les buts et l'œuvre de la Société Serbe de la Grande-Bretagne, dont le point culminant a été la conclusion de l'accord italo-yougoslave signé à Londres au mois de mars dernier, M. Steed ajouta qu'à l'avenir une tâche beaucoup plus grande était dévolue à cette société et aux organisations semblables: l'éducation de l'opinion publique britannique. Ce n'est que par l'éducation et par la création d'une forte opinion publique consciente, telle qu'aucun homme d'Etat n'oserait la méconnaître dans sa politique, que nous pourrions être sûrs que le jour où la paix sera proche — jour plus dangereux qu'aucune journée de bataille — les intérêts suprêmes de la nation seront sauvegardés. On nous dit souvent que nous ne devons pas démembrer l'Autriche, comme si l'Autriche était un corps tendre et innocent que les méchants Alliés voudraient dépecer. En réalité, l'Autriche n'est qu'une grande vieille carcasse qui cherche à étouffer sous son poids un grand nombre de jeunes peuples aspirant à renaître. Nous devons aider à la renaissance de ces nations. Ce n'est qu'en formant en Europe une chaîne des Etats non germaniques que les Alliés apprendront au peuple allemand que la guerre n'est pas une affaire rentable, et qu'une force plus grande que celle du militarisme germanique est apparue dans le monde.

Qu'est-ce que l'Autriche? se demande l'orateur. Ce n'est ni un empire ni une nation démocratique, mais un sultanat dirigé par un protecteur étranger. L'Autriche est un Etat sans âme dont les affaires ont été conduites uniquement dans l'intérêt de la dynastie et avec une inconcevable perversité calculée. Il y a trois forces, toutes les trois d'ordre international, qui ont sauvé l'Autriche. Il y en avait aussi une quatrième, l'ignorance alliée, qui était la plus formidable de toutes. Ces trois forces sont la finance internationale, où l'or international; l'ultramontanisme international ou le noir international et le socialisme allemand international ou le rouge international — or, noir et rouge, les trois couleurs de la Pangermanie! Dans la lutte contre l'ultramontanisme, nous avons eu l'appui de nombreux prélats et de beaucoup de fils dévoués de l'Eglise romaine. Même à Rome, on comprend aujourd'hui que les intérêts de la religion réclament la délivrance des peuples catholiques. La question des races sujettes de l'Autriche concerne directement l'avenir de la Grande-Bretagne et des Alliés. Sans la constitution de la Tchéco-Slovaquie, de la Yougoslavie et de la Pologne, l'Allemagne ne sera pas battue, et Londres, Paris, Milan et Rome ne seront pas habitables pendant des générations entières. Il n'y a pas de chemins faciles pour sortir de la guerre, aucun chemin autour ni au-dessous d'elle. La seule voie, c'est de passer par dessus et de marcher vers la victoire intégrale. Les Alliés trouveront sur cette voie un appui puissant auprès des peuples opprimés de l'Autriche, décidés à se délivrer pour toujours des chaînes qui les lient aux chars des Habsbourg.

Le Dr M. Mitchich déclare, au nom du Comité Yougoslave à Londres, que le sort des Yougoslaves d'Autriche-Hongrie est lié à celui de la Serbie, et la Serbie a mis en jeu tout ce qu'elle possédait pour accomplir sa grande mission de délivrance de ses frères du joug austro-hongrois. La lutte des Yougoslaves, qui dure déjà des siècles entiers, ne pourra cesser que lorsqu'ils auront obtenu leur liberté et leur unité. Dans l'Europe libre et démocratique, il n'y aura plus de place pour les peuples asservis.